

# Urgence complexe dans la région des Kasai, R.D. Congo

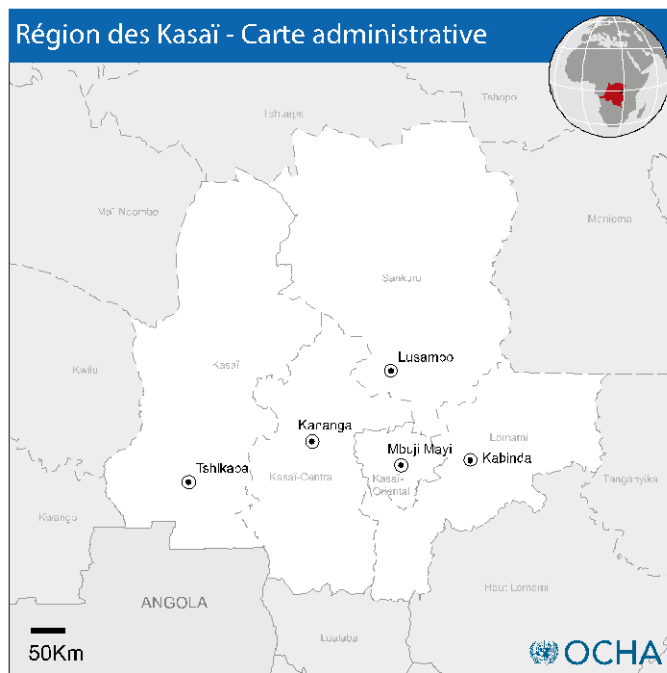
Rapport de situation No. 3 (en date du 20 avril 2017)



Ce rapport a été produit par OCHA RD-Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et au Kasai Oriental. Il couvre la période du 13 avril (date suivant la parution du Sitrep n°2) au 19 avril 2017. Le prochain rapport sera publié autour du 25 avril 2017.

## Faits saillants

- Plus de 62 000 nouvelles personnes déplacées internes ont été rapportées depuis une semaine dans la région des Kasai, dont environ 32 000 dans la province du Kasai Central et 29 000 dans le Kasai, suite à des affrontements entre les milices et les FARDC ou des tensions intercommunautaires.
- L'impact de la crise s'étend au-delà des Kasai, avec par exemple plus de 11 000 Congolais ayant fui vers l'Angola depuis le 13 avril dernier, et 28 000 personnes qui ont quitté la province du Kasai pour celle du Lualaba.
- En dépit des difficultés d'accès humanitaire, l'assistance multisectorielle se poursuit avec 32 projets d'urgence en cours, principalement dans la ville de Tshikapa (Kasai), la ville de Kananga et le territoire de Dibaya (Kasai Central), et les territoires de Kabeya Kamwanga, Miabi, et Lupatapa (Kasai Oriental)
- Considérant l'ampleur des besoins humanitaires, un Appel (*Flash Appeal*) est en cours d'élaboration afin de mobiliser davantage de financements pour l'assistance. En effet, les capacités actuelles des acteurs humanitaires et de développement sont dépassées, de même que toutes les projections du [Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019](#).
- La situation pourrait se détériorer, avec une augmentation des déplacements et des besoins en assistance multisectorielle et en protection, si le conflit n'est pas résolu durablement. Malgré l'accord conclu entre le Gouvernement et la famille du défunt Kamuina Nsapu, des inquiétudes persistent concernant les tensions intercommunautaires que le conflit a réveillées, les revendications sociales et politiques de la population, et le risque de pérennisation des violences par certains miliciens pour des motifs économiques.



Source: OCHA DRC  
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

<b>1,09 M</b> Personnes déplacées internes	<b>97 084</b> Retournés au Kasai Oriental	<b>130 000</b> Membres des communautés hôtes/familles	<b>352 000</b> Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours <sup>1</sup>	<b>11 051</b> Congolais ayant fui vers l'Angola <sup>2</sup>	<b>8 414</b> Congolais expulsés de l'Angola <sup>3</sup>
---	--	--	--	---	---

<sup>1</sup> Ces personnes bénéficient d'une assistance d'urgence dans un ou plusieurs secteurs pendant au moins les deux prochains mois. Le nombre de personnes couvertes par la réponse est estimé de manière conservatrice afin d'éviter les doubles comptages, selon la méthode utilisée dans le Plan de réponse humanitaire 2017-2019.

<sup>2</sup> Source : UNHCR

<sup>3</sup> Source : Rapports de monitoring d'ONG AJID de janvier, février et mars 2017

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

[www.unocha.org](http://www.unocha.org)

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

## Aperçu de la situation

**L'impact humanitaire des violences dans la région des Kasai demeure extrêmement préoccupant, avec plus de 62 000 nouveaux déplacés internes** rapportés depuis une semaine, portant le nombre total de déplacés à 1,09 million. Ces déplacements se produisent quotidiennement en fonction de l'évolution géographique du conflit. A ce jour les principaux « hotspots » du conflit se trouvent dans les territoires de Luebo et Mweka (province du Kasai) ; Luiza (province du Kasai Central) ; et Luilu, Kamiji, ainsi que dans la ville de Mwene-Ditu (province du Lomami).

**Ces nouveaux déplacements internes ont eu lieu dans les provinces du Kasai, Kasai Central et la Lomami<sup>4</sup>.** Dans la province du **Kasai**, les sources humanitaires ont signalé – au 10 avril - la présence de 29 000 personnes à Mweka dont : d'une part 12 500 en provenance des environs de Luebo (déplacées en raison d'affrontements à Kabao et Sangilu) ; et d'autre part 16 500 personnes en provenance des environs de Mweka (déplacées en raison de tensions intercommunautaires). Dans la province du **Kasai Central**, le nombre total de nouveaux déplacés rapportés par des nouvelles données de la Division Provinciale de la Santé (DPS) est de 32 000 personnes, principalement dans les territoires de Demba, Dimbelenge et dans la ville de Kananga. Dans la province de la **Lomami**, plus de 500 personnes sont arrivées le 10 avril dans le territoire de Mwene-Ditu en provenance de villages environnants, après avoir été chassées en raison de tensions intercommunautaires. Ces personnes sont actuellement hébergées dans une école primaire sans assistance. Aucune nouvelle alerte n'a été rapportée dans les provinces du Kasai Oriental, Sankuru, Haut-Lomami et Lualaba au cours de la période couverte par ce rapport.

### Personnes affectées par la crise, par catégorie et province<sup>5</sup>

Provinces	Population totale	Personnes déplacées internes <sup>6</sup>	Retournés <sup>7</sup>	Membres de communautés hôtes / familles d'accueil <sup>8</sup>
<i>Kasai Central</i>	4 253 591	670 334		99 036
<i>Kasai</i>	4 215 517	333 906		
<i>Kasai Oriental</i>	5 552 225	48 045	97 084	30 987
<i>Lomami</i>	2 930 836	17 768		
<i>Sankuru<sup>9</sup></i>	1 846 755			
<i>Haut Lomami</i>	3 632 533	400		
<i>Lualaba</i>	2 090 404	28 000		
<b>Total</b>	<b>24 521 861</b>	<b>1 098 453</b>		<b>130 023</b>

**Ces déplacements se produisent aussi des Kasai vers d'autres provinces, ainsi que vers l'Angola.** Depuis début avril, environ 28 000 personnes ont fui les provinces du Kasai Central et de la Lomami pour trouver refuge

4 Sources des chiffres de déplacements internes mis à jour : pour la province du Kasai, il s'agit des nouvelles alertes et mises à jour des anciennes alertes (estimations vérifiées par des évaluations sur le terrain par Caritas Mweka) ; pour les provinces de la Lomami et du Kasai Central, il s'agit de nouvelles alertes.

5 Compte tenu du faible accès humanitaire, les chiffres pour le Kasai et le Kasai Central sont basés sur des évaluations, des alertes non-vérifiées d'ONG nationales ou de la société civile locale, et des informations transmises par la Direction Provinciale de la Santé (DPS) concernant les aires de santé affectées par des conflits ou des déplacements. Pour le Kasai Oriental, les estimations ont un degré de fiabilité encore accru car les zones de Kabeya-Kamwanga et Miabi ont été évaluées et que la situation est restée stable en matière de déplacement. Pour les autres provinces (Lomami, Sankuru, Lualaba et Haut-Lomami), les chiffres sont là encore des estimations basées sur des alertes non vérifiées des acteurs locaux. Pour la province de la Lomami par exemple, on manque de données pour les territoires de Mwene-Ditu et Luilu qui ont été récemment affectés par les violences et sont actuellement inaccessibles. Les chiffres de retournés, des familles hôtes et communautés d'accueil restent encore difficile à estimer en raison de l'accès humanitaire réduit et des mouvements continus des déplacés, au gré des actions des milices et des opérations des FARDC. Dans l'immédiat, la volatilité de la situation et des mouvements de population ne permettra pas d'atteindre une fiabilité totale.

6 Dans le contexte volatile de l'urgence complexe dans les Kasai, les mouvements de populations sont actuellement dynamiques et complexes (avec parfois déplacements pendulaires, préventifs ou multiples). Ceci rend la distinction entre personnes déplacées et retournées présentement difficilement à faire dans les provinces du Kasai Central, du Kasai, de la Lomami et du Sankuru.

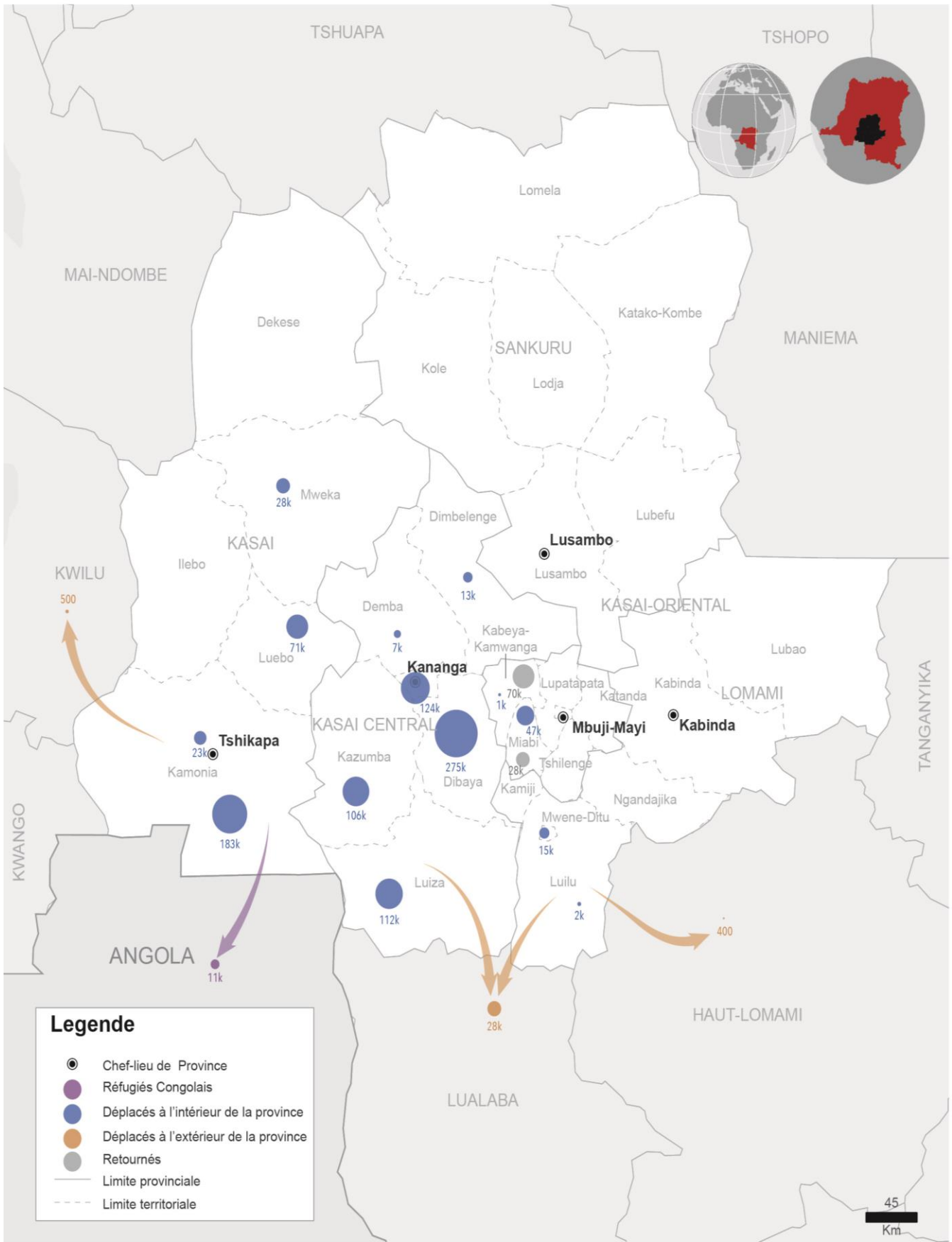
7 Le chiffre des retournés vaut uniquement pour la province du Kasai Oriental, où l'accalmie rapportée dans certaines zones a permis aux déplacés internes de rentrer dans leurs zones d'origine de manière permanente.

8 Ce chiffre des membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.

9 Des informations font état de la présence de déplacés internes dans la province du Sankuru, mais aucun chiffre n'est disponible à ce jour.

dans la province du Lualaba, et 400 autres personnes ont fui la province de la Lomami vers la province du Haut-Lomami (ex-Katanga). Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) rapporte l'arrivée de 11 051 Congolais qui ont fui le Kasai (localités de Kamako, Mayanda, Katopa, Olesa et Kandjaji) en Angola (localités de Conduegi, Mussunge et Cacanda, provinces du Lunda Norte et Lunda Sul). UNHCR y a mené une mission avec les autorités angolaises et rapporte, dans tous les lieux d'arrivée, une situation très précaire et des centres d'accueil surmenés par l'ampleur des arrivées. Dans le seul site de Mussunge, 4 510 enfants et 28 femmes enceintes ont été enregistrés, parmi lesquels deux enfants seraient décédés du choléra depuis leur arrivée. Enfin, plus de 1 300 Congolais expulsés de l'Angola (dont environ 150 femmes) se trouveraient à Kamako dans le territoire de Tshikapa (Kasai), selon un rapport de monitoring de l'ONG nationale AJID (partenaire de l'ONG internationale CISP) daté du 5 avril 2017. Une partie de ces expulsés aurait déclaré avoir été victime d'incidents de protection (détention arbitraire, abus physique, extorsion de biens etc.), pendant plusieurs semaines. Le nombre total de Congolais expulsés d'Angola depuis janvier 2017 s'élèverait donc aujourd'hui à plus de 8 000 personnes.

RD Congo - Région des Kasai: Mouvements de population (au 10 avril 2017)



**Les dynamiques de conflits intercommunautaires constituent un facteur croissant à l'origine des déplacements de population et des problématiques de protection.** Les informations ci-dessous proviennent de sources locales et sont à nuancer: elles ne concernent vraisemblablement pas tous les membres des communautés citées, et nécessiteraient des analyses plus approfondies ne relevant pas du mandat humanitaire.

Dans la province du Kasai:

- Dans le territoire de Kamonia, des tensions sont rapportées entre les Tchokwe (originaires) d'une part et les Luba et les Tetela (non originaires) d'autre part ; des déplacements sont rapportés vers Tshikapa mais peu d'informations sont disponibles.
- Dans les territoires de Luebo et Mweka, les tensions opposent les Luba (originaires) d'une part aux groupes non autochtones (Kuba, Kutshu, Kela). Ceci a entraîné un déplacement d'environ 16 500 personnes rapporté au 10 avril dernier.
- A Tshikapa, les Luba (allogènes) sont menacés par des jeunes Pende et les Tchokwe (autochtones), qui les considèrent comme proches des milices et représentant un danger potentiel pour les autres communautés.

Dans la province de la Lomami:

- Des tensions existent entre les communautés allogènes (Baluba, Bakele, Balualua, Babindi et Bambala) et les autochtones (Kanyok), ces derniers accusant les premiers de collaborer avec la milice. Les 9-10 avril, plus de 500 personnes ont été chassées vers la ville de Mwene-Ditu en provenance de 15 villages environnants. Des pères de famille ont été contraints de laisser derrière eux leurs enfants issus de mariages mixtes avec des femmes Kanyok. De plus, 222 personnes ont aussi été chassées de Luputa vers Ngandajika le 7 avril dernier.

**La situation humanitaire pourrait se détériorer davantage, avec une augmentation des déplacements et des besoins en assistance multisectorielle et en protection, si le conflit n'est pas résolu durablement.** Des initiatives diplomatiques du Gouvernement congolais ont permis un accord autour des funérailles du défunt chef du groupement Kamuina Nsapu et de la désignation de son successeur par la famille du défunt. En retour, la famille a proclamé la fin de la milice contre le pouvoir établi. Le Gouvernement s'est engagé à signer un arrêté qui reconnaît officiellement le pouvoir du nouveau chef du groupement. Cependant, des craintes subsistent car cet accord ne permettra pas de résoudre les tensions intercommunautaires que le conflit a réveillé, ni de répondre aux revendications sociales et politiques de la population locale. De plus, il y a des inquiétudes sur une dégradation possible du conflit en lien avec le changement de mode opératoire des milices (capacité militaire augmentée, violences excessives contre les populations civiles, attaques des édifices religieux et publics).

## Financement et Réponse humanitaire

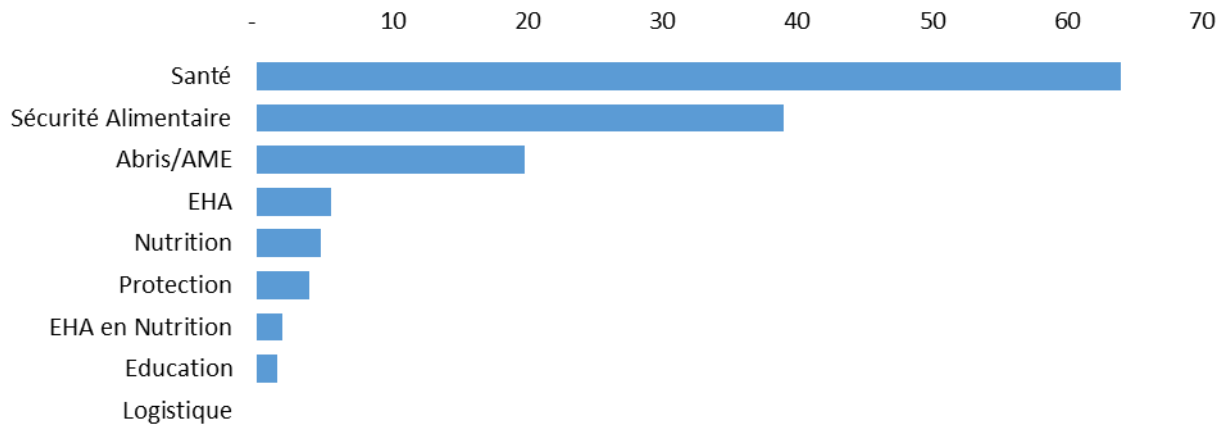
### Réponse humanitaire <sup>10</sup>

Quelque 70 projets sont en cours dans le Kasai, le Kasai Central et le Kasai Oriental, dont 32 humanitaires, 33 de développement et 5 qui lient les aspects humanitaires et de développement, dans les secteurs suivants : protection, santé, sécurité alimentaire, nutrition, eau hygiène et assainissement, éducation. Sur une quarantaine d'acteurs humanitaires dans ces provinces, seuls une dizaine d'acteurs présents sont internationaux. Dans le Kasai, la majorité des projets (27 projets sur 36) sont concentrés dans la ville de Tshikapa, dans le territoire du même nom. Dans le Kasai Central, les territoires qui bénéficient du nombre de projets le plus élevé sont les suivants : Dibaya (5/15 projets), la ville de Kananga (4) et le territoire de Dibelenge (3). Enfin dans le Kasai Oriental, l'action humanitaire est délivrée particulièrement dans les territoires de Kabeya Kamwanga (8/19 projets), de Miabi (7) et de Lupatapata (4).

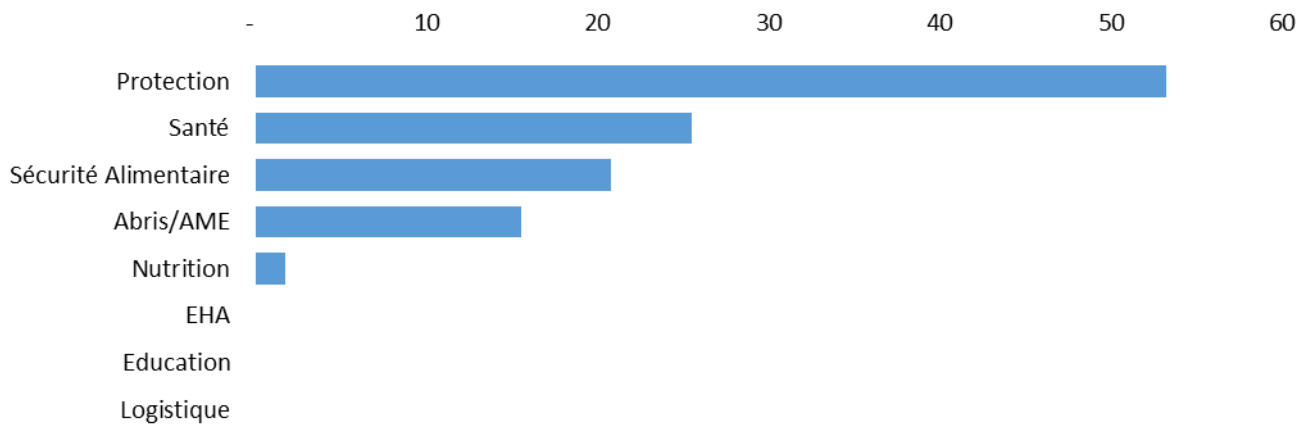
Dans le cadre de l'élaboration du « Plan de réponse opérationnel à l'urgence complexe dans la région des Kasai » (en cours de finalisation), les chiffres de population assistée par secteur ont été calculés. Ceci permet d'avoir une idée des secteurs les mieux couverts par les activités en cours (Voir graphiques ci-après). Ont été pris en compte dans ces visuels uniquement les projets correspondant à la logique d'intervention de la réponse d'urgence en cours.

<sup>10</sup> Pour plus d'information sur l'ensemble des interventions (acteurs, secteur, activités, montant, nombre de bénéficiaires, zones d'intervention) veuillez-vous référer au document « 3W » sur la présence opérationnelle des acteurs (qui fait quoi où ?) publié séparément par OCHA.

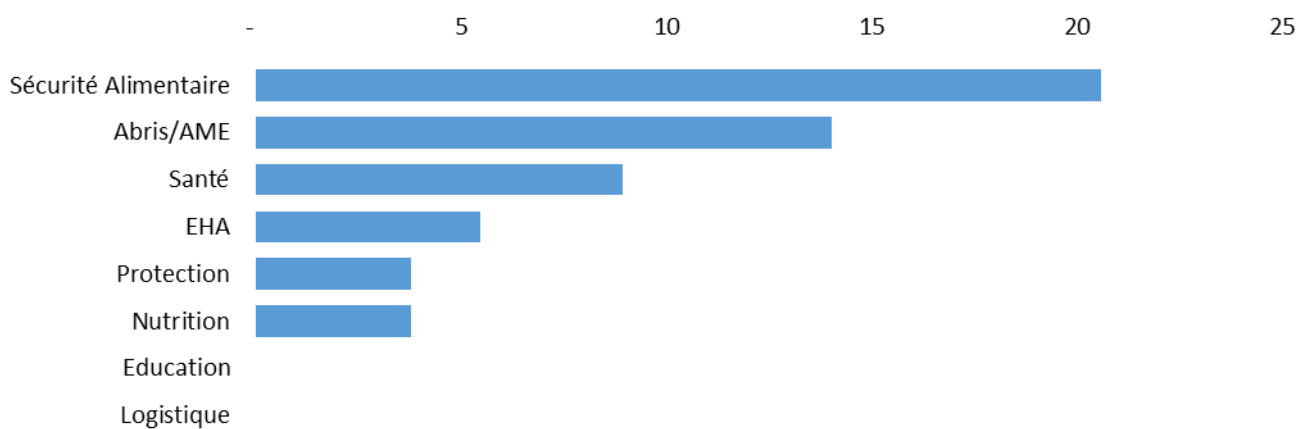
### Province du Kasai Oriental: Population assistée (en milliers)



### Province du Kasai: Population assistée ( en milliers)



### Province du Kasai Central: Population assistée (en milliers)



## Contraintes opérationnelles

Le contexte sécuritaire et la volatilité des déplacements limitent l'accès humanitaire, notamment l'organisation de missions d'évaluation et la mise en œuvre de l'assistance déjà planifiée. A titre d'exemple, dans le Kasai Central, 12 sur 26 zones de santé (dont neuf depuis janvier 2017 et trois depuis octobre 2016) n'ont pas pu être approvisionnées en médicaments de base (pourtant disponibles au niveau provincial) en raison de contraintes sécuritaires. Des discussions sont en cours au sein du cluster logistique, en coordination avec le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), afin de trouver des solutions alternatives pour faciliter l'accès dans les zones difficilement accessibles par la route. La situation de l'accès change quotidiennement, en fonction de l'évolution géographique du conflit. Même dans les zones dites « accessibles », les acteurs humanitaires doivent négocier l'accès avec les milices ou les forces armées, qui sont souvent peu sensibilisées aux principes humanitaires. L'établissement de réseaux de contacts locaux constitue la pierre angulaire pour faciliter l'assistance tout en garantissant la sécurité des équipes. Par ailleurs le manque de stocks pré-positionnés reste une des limites majeures à la réponse d'urgence. En effet, comme il n'y avait pas de réponse humanitaire dans la région avant cette crise, les acteurs présents n'ont pas la capacité d'absorber les nouveaux besoins avec des stocks déjà mobilisés via d'autres financements.

## Financements <sup>11</sup>

Considérant l'ampleur des besoins humanitaires, un Appel de fonds sera lancé en début de semaine prochaine afin de mobiliser davantage de financements pour la réponse. En effet, les capacités actuelles des acteurs humanitaires sont dépassées de même que toutes les projections du Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 pour la RD-Congo. Le nombre de personnes ciblées et le montant total demandé dans cet Appel seront alignés sur le Plan de réponse opérationnel à l'urgence complexe dans la région des Kasai (en cours de validation). L'objectif de ce plan est d'apporter une assistance multisectorielle aux personnes dans le besoin durant les six prochains mois. Ce plan applique aux Kasai les trois objectifs stratégiques du Plan de Réponse Humanitaire 2017-2019 de la RD-Congo, tenant compte de l'impact de la crise sur l'accès aux services et biens de base; les besoins de protection; ainsi que la situation nutritionnelle et les risques d'épidémies. Le Plan de réponse a été préparé par les Comités provinciaux inter-agences (CPIA) des trois provinces, en collaboration avec UNICEF et l'OMS, et avec l'accompagnement d'OCHA.

## Coordination générale

Pour renforcer la coordination humanitaire sur le terrain, OCHA déploie cette semaine du personnel à Kananga (Kasai Central), Mbuji-Mayi (Kasai Oriental) et Tshikapa (Kasai). Ce déploiement fait suite aux trois missions organisées dans ces provinces (du 22 mars au 5 avril 2017), et a pour objectif d'appuyer la coordination opérationnelle d'urgence aux côtés des Points Focaux Humanitaires. Ces points focaux sont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour le Kasai Central et le Kasai Oriental, et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour le Kasai.

Par ailleurs deux réunions importantes ont eu lieu au cours de la semaine écoulée : celle de l'Equipe Humanitaire Pays du 12 avril, et celle de la *Task Force Kasai* le 14 avril 2017 à Kinshasa. Les participants se sont notamment accordés sur la création d'une cellule de communication composée d'Agences volontaires, et une réunion sur la logistique pour discuter des contraintes d'accès et solutions possibles. Il faut aussi noter qu'un réseau d'alertes a été mis en place par OCHA, avec la contribution des acteurs locaux (Réseau Caritas, Croix-Rouge RDC, DPS etc.) L'objectif est de suivre l'évolution de la situation en collectant des informations sur les déplacements de population (date du déplacement, cause, nombre de déplacés, provenance et destination, conditions d'hébergement etc.). Ce réseau d'alerte permet d'alimenter régulièrement la base de données nationale dédiée aux alertes humanitaires (eHtools).

---

<sup>11</sup> Tous les partenaires humanitaires, y compris les donateurs et les organismes bénéficiaires, sont encouragés à informer le service de suivi financier de l'OCHA (Financial Tracking Service - <http://fts.unocha.org>) des contributions en espèces et en nature par courrier électronique : [fts@un.org](mailto:fts@un.org)

**Contexte de la crise :**

L'urgence complexe dans la région des Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central), avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux provinces du Kasai, Kasai Oriental, de la Lomami, et du Sankuru, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central, ainsi que leurs affrontements avec les forces de sécurité nationales. La montée du conflit s'est traduite en des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures de pouvoir coutumier, ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens, et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Lualaba et du Haut-Lomami. Cela génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et de protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes: (i) renforcer la visibilité sur les besoins sur l'ensemble du territoire concerné; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et de sécurité; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication envers les groupes armés, afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire; et (v) assurer une coordination adéquate entre les activités humanitaires et les acteurs de développement et de stabilisation.

**Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

**Dan Schreiber**, Chef de la section Coordination, [schreiberd@un.org](mailto:schreiberd@un.org), Tél. +243 81 706 1204

**Benedetta Di Cintio**, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, [dicinitio@un.org](mailto:dicinitio@un.org), Tél. +243 81 706 1212

**Mayanne Munan**, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, [munan@un.org](mailto:munan@un.org), Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur [www.unocha.org](http://www.unocha.org) ou [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int).

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à: [kasendue@un.org](mailto:kasendue@un.org)